Libre accès

Article - Ambassadeurs de la Jeunesse - 25 avril 2020

Ambassadeurs de la Jeunesse

La politique extérieure de Shinzo Abe en Asie de l'Est

L'affirmation du Japon comme puissance de premier plan

*Par **Mathilde Felkar**,*
Rédactrice au sein de la Délégation Asie du Sud, Pacifique & Océanie des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2020.

Comment citer cette publication :
Mathilde Felkar,
« La politique extérieure de Shinzo Abe
en Asie de l'Est. L'affirmation du Japon comme puissance de premier plan »,
Ambassadeurs de la Jeunesse, 25 avril 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction – P.2

Élaboration d'une défense japonaise normalisée dans un environnement régional de plus en plus menaçant – P.3

Une présence diplomatique plus dynamique – P.12

Une politique d'influence globale – P.15

Conclusion – P.18

Introduction

Le mandat du Premier Ministre Shinzo Abe, reconduit pour trois années supplémentaires le 20 novembre 2019, marque l'histoire politique japonaise comme la plus longue période de stabilité gouvernementale : plus de 2 887 jours.

Cette longévité a permis à Shinzo Abe, président du parti libéral-démocrate (PLD), de poursuivre les principaux objectifs de sa politique extérieure. L'une de ses priorités est de faire du Japon un État normalisé, c'est-à-dire aux capacités défensives et décisionnelles réelles. Shinzo Abe a, depuis son premier mandat en tant que Premier ministre en 2006, affiché sa volonté de réviser la Constitution afin de faire de son pays un État véritablement souverain. En effet, le Japon est au cœur d'une région où les menaces multiformes sont de plus en plus présentes. Aux conflits territoriaux avec la Chine à propos des îles Senkaku/Diaoyu, avec la République de Corée au sujet de l'île de Dokdo/Takeshima et avec la Russie sur la souveraineté des Terres du Nord s'ajoutent d'autres tensions historiques non résolues. Ces dernières sont un obstacle majeur dans l'aboutissement de la politique extérieure japonaise d'Abe. Le cas du Japon est singulier. En effet, ses voisins les plus proches sont ceux avec qui les mésententes sont les plus importantes et paradoxalement avec qui la coopération est indispensable tant dans les domaines sécuritaires, économiques ou diplomatiques.

Ainsi, comment le Japon de Shinzo Abe envisage-t-il sa politique extérieure ? Par quels biais surpasse-t-il les différentes tensions territoriales et historiques avec ses plus proches voisins ? Une résolution totale des conflits en Asie de l'Est est-elle envisageable ?

Abe cherche à réviser la Constitution afin d'être en mesure de réagir à une potentielle escalade des menaces militaires dans la région et d'élargir les capacités défensives du Japon. Cette volonté marque un tournant historique dans la politique japonaise d'après-guerre qui, pour la première fois, privilégie une politique défensive forte sur la scène internationale et cherche à obtenir une certaine marge de manœuvre vis-à-vis de l'alliance américaine. Shinzo Abe est également physiquement plus présent sur la scène est-asiatique : il multiplie les visites officielles et cherche activement à dépasser les tensions historiques.

I. Élaboration d'une défense japonaise normalisée dans un environnement régional de plus en plus menaçant

Le Japon évolue dans un environnement dual : alors qu'il se doit de nouer de fortes relations avec les pays voisins afin de peser dans la région est-asiatique, les menaces venant de ces mêmes pays sont de plus en plus importantes et diverses.

A. De fortes tensions

1. Endiguer l'expansionnisme chinois : La « stratégie Indo-Pacifique libre et ouverte »

Depuis que la Chine a annoncé son projet de « nouvelle route de la soie » en 2013, le Japon tente de concurrencer l'expansion de l'influence chinoise. En effet, cet axe stratégique de la Chine ne se limite pas au simple établissement de routes commerciales maritimes et terrestres entre les continents Eurasiatique et Africain. Il permet aussi d'établir des alliances fortes et de renforcer l'influence chinoise à travers le monde, voire de soumettre certains pays à son emprise économique. Le président Xi Jinping a ainsi résumé l'ultime objectif de ce projet à l'occasion du 19ème congrès du Parti communiste chinois en octobre 2017 : « [l]a Chine se hissera au premier rang mondial en termes de puissance globale et de rayonnement international »[1].

Pour éviter que la Chine ne domine les voies maritimes sud-asiatiques et dans le but de conserver une influence dans la région, Shinzo Abe a développé une stratégie similaire en 2016 : la « stratégie Indo-Pacifique libre et ouverte »[2]. Deux concepts sont associés sous ce terme : « Two Continents » et « Two Oceans »[3]. Il s'agit d'une part des continents asiatique et africain, et d'autre part des Océans Pacifique et Indien. Cette stratégie se traduit par un rapprochement entre le Japon, l'Inde et l'Asie du Sud-Est associant également l'Union Européenne, les États-Unis et le continent africain. Elle se base sur trois piliers : la promotion de l'État de droit et de la liberté de navigation, la poursuite de la prospérité économique et un engagement pour la paix et la stabilité. Il s'agit donc de promouvoir une communauté de valeurs.

---

[1] JU PENG, « Texte intégral du rapport de Xi Jinping au 19e Congrès national du PCC », *Xinhua*, 3 novembre 2017. Consulté le 23 mars 2020. URL : http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm ».

[2] En anglais: « Free and open Indo-Pacific Strategy (FOIP)».

[3] Site du Ministère des Affaires étrangères du Japon. Consulté le 23 mars 2020. URL : https://www.mofa.go.jp/files/000407643.pdf ».

La puissance financière et économique chinoise étant supérieure à celle du Japon[4], cette stratégie s'appuie sur les normes internationales afin de maintenir une stabilité régionale et d'assurer la libre circulation des marchandises par les routes maritimes et terrestres. Ainsi, le Japon a cherché à contrecarrer l'influence de la Chine par la signature d'un *Partenariat stratégique spécial et mondial* avec l'Inde, suite à une rencontre entre Abe et Narendra Modi, le Premier ministre indien, en 2015. Shinzo Abe a alors déclaré vouloir « défendre les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale ; de règlement pacifique des conflits ; défendre la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit ; un régime commercial mondial ouvert ; et la liberté de navigation et de survol ».

Tout comme la Chine, le Japon s'efforce de créer des corridors économiques à travers le continent en finançant des infrastructures dans les pays situés dans la zone Indo-Pacifique. Dans ce but, une autoroute a par exemple été construite au Vietnam et des ponts agrandis au Laos[5]. En Inde, avec qui la coopération est la plus importante, le Japon a pris la décision de financer à 80%, sous forme d'un prêt à un intérêt de 0,1% sur une période de 50 ans, la construction d'un Shinkansen (train à grande vitesse) entre Mumbai et Ahmedabad.

Le Japon cherche donc à rivaliser avec l'expansionnisme chinois en utilisant des moyens très similaires dans les domaines économiques, financiers et humains. Il s'agit néanmoins également de rassembler des pays autour de valeurs communes, plus particulièrement l'État de droit et la défense de la liberté de circulation. Shinzo Abe a déclaré que ces avancées profiteraient à l'ensemble des pays, « y compris la Chine et son initiative des nouvelles routes de la soie »[6]. Selon les documents officiels japonais, il ne s'agirait donc pas d'une offensive à l'encontre de cette vision chinoise de la « nouvelle route de la soie ».

2. *Des tensions territoriales avec ses voisins*

Tel qu'indiqué dans le Livre Blanc de la Défense paru en 2019, le niveau sécuritaire de la région est-asiatique devient de plus en plus incertain pour le Japon. La Chine multiplie les actions maritimes et aériennes en mer de Chine orientale. La Corée du Nord est désormais dotée de missiles balistiques pouvant atteindre le Japon. Aussi, les revendications sud-coréennes sur l'île de Takeshima/Dokdo et la revendication des Territoires du Nord annexés par la Russie sont à ce stade des dossiers qui ne sont pas réglés.

[4] Selon les données du Fonds monétaire international, en 2019 la Chine est classée première mondiale selon son PIB en PPA tandis que le Japon est troisième.
[5] THE GOVERNMENT OF JAPAN, « Towards Free and One Indo-Pacific » p. 6.
[6] Interview de Shinzo Abe par *The Nihon Keizai Shinbun*, octobre 2017.

Suite au rachat par le gouvernement japonais des îles de Senkaku/Diaoyu en 2012[7], la République populaire de Chine n'a cessé de multiplier les intrusions dans l'espace aérien et maritime de ces îlots. Selon le Ministère des Affaires étrangères du Japon, la souveraineté japonaise sur ces îles est assurée mais la situation maritime reste complexe. Peu après leur nationalisation, deux vaisseaux de surveillance maritime chinois ont pénétré dans leurs eaux territoriales. Cet épisode marque le début de la stratégie de revendication et de protestation menée par la Chine *via* la démonstration d'une capacité d'intrusion par ses navires garde-côtes. En décembre de cette même année, la Chine envoie pour la première fois un avion de surveillance au-dessus de ces mêmes îles, ce qui marque une nouvelle étape dans ce contentieux. En juin 2016, un navire de guerre de la marine chinoise est entré dans les eaux du nord des îles Senkaku pour la première fois. Depuis, les intrusions chinoises dans la région sont régulières et défient les patrouilles de surveillance~~s~~ japonaises, qui ne peuvent réagir violemment, de crainte d'une escalade aboutissant à un conflit armé.

« Les bateaux gouvernementaux chinois s'approchent fréquemment et naviguent dans les territoires autour des îles Senkaku. L'environnement pour mener des patrouilles dans les eaux territoriales japonaises continue de se détériorer »[8]. C'est ce qu'a déclaré Shinzo Abe en juillet 2013 lors d'une visite sur l'île d'Ishigaki, chargée de l'administration des îles Senkaku/Diaoyu. Entre 2017 et 2018, 500 opérations des forces d'auto-défenses ont dû être menées pour faire face à des incursions chinoises. En 2019, 1 097 navires de la marine chinoise ont été identifiés dans cette zone sur une période de 282 jours selon l'Office de planification des politiques et de coordination sur les territoires et la souveraineté. Selon le Ministère de la Défense japonais, ces actions ainsi que le manque de transparence de la politique de défense chinoise constituent une menace importante pour la région. Les tensions se sont accentuées depuis l'annonce en 2013 de la création d'une « zone d'identification aérienne (ADIZ) » en mer de Chine orientale par le Ministère de la Défense chinois. En effet, cette zone couvre l'espace aérien des îles Senkaku et englobe la quasi-totalité de la mer de Chine orientale.

En réponse à ces offensives, des bateaux de garde-côtes ont été déployés à Ishigaki, et le sud de l'archipel se trouve au cœur d'une transformation stratégique. Une brigade de déploiement rapide amphibie de 2 000 hommes fut créée en 2018 au sein des Forces terrestres d'auto-défense et stationnée sur les îles environnantes. Concrètement, le Japon a augmenté ses capacités de renseignement, de

[7] P. MESMER et B. PEDROLETTI, « La Chine indignée par la nationalisation des îles Senkaku par le Japon », Le Monde, 12 septembre 2012.

[8] Cabinet du Premier ministre, « The Prime Minister Offers Words of Encouragement at the Ishigaki Coast Guard Office ». Consulté le 24 mars 2020. URL: http://japan.kantei.go.jp/96_abe/actions/201307/17ishigaki_e.html, 17/07/2013.

surveillance et de reconnaissance maritimes avec la mise en place de radars de détection sur l'île avoisinante de Yonaguni et de missiles antinavires sur l'île de Miyako.

Le différend entre le Japon et la République de Corée concernant la souveraineté sur l'île de Takeshima/Dokdo est un deuxième sujet de contentieux. Le Japon, s'appuyant sur des faits historiques et le droit international, revendique cette île comme faisant partie intégrante de son territoire. Selon le Japon, l'occupation de Takeshima par la République de Corée est illicite et le pays cherche à y mettre fin en portant le contentieux devant la Cour internationale de Justice (CIJ)[9]. Il est à noter qu'aucune intervention japonaise à caractère offensif n'a été menée. Contrairement à la situation sino-japonaise évoquée précédemment, seuls des activistes nationalistes des deux nations ont manifesté sur l'île.

Le cas des Territoires du Nord[10] constitue un point d'achoppement dans les relations russo-japonaises. En effet, sa non-résolution empêche la signature entre les deux parties d'un traité de paix mettant fin aux hostilités de la Seconde Guerre mondiale. Seule une Déclaration commune nippo-soviétique de 1956, équivalent à un~~e~~ armistice et et n'abordant pas la souveraineté des îles Kouriles a permis de mettre un terme au conflit opposant le Japon et l'Union soviétique. Lors des vœux de Nouvel An de Shinzo Abe en 2019, celui-ci a déclaré qu'un changement de souveraineté sur les îles Kouriles ainsi que la signature d'un traité de paix devaient être finalisés. Toutefois, cette volonté se heurte aux exigences du Kremlin qui, lui, souhaite signer un traité de paix sans préalable[11]. C'est-à-dire sans résoudre le sujet des Territoires du Nord. Ceux-ci constituent pour la Russie un véritable « porte-avions » terrestre sur lequel elle déploie des missiles et mène des exercices militaires fréquents[12]. Lors de la 5e session des consultations politico-militaires ministérielles (« 2+2 ») entre la Russie et le Japon, ce dernier a exprimé son désaccord sur la présence militaire accrue des forces russes sur place. Toutefois, aucune action offensive n'est envisagée et une solution pacifique est privilégiée.

Ainsi, le Japon fait face à des tensions territoriales au sud, à l'ouest et au nord de son archipel. Les tensions avec la République de Corée et la Russie sont importantes mais la plus préoccupante est celle qui l'oppose à la Chine au sujet des îles Senkaku. Elle constitue une menace directe sur le territoire japonais. La tension est accentuée par la montée en puissance des effectifs et activités militaires chinois qui déséquilibrent, au sud, la région du détroit de Taïwan. Shinzo Abe cherche à y répondre

[9] Office of Policy Planning on Territory and Sovereignty. Consulté le 25 mars 2020. URL :https://www.cas.go.jp/jp/ryodo_eg/img/data/pamph-takeshima.pdf.
[10] Kouriles du Sud : ensemble de quatre îles volcaniques.
[11] Vladimir Poutine au forum économique de Vladivostok, septembre 2018.
[12] *Defense of Japan 2019,* p. 126.

en multipliant les activités de surveillance et par des efforts diplomatiques accrus, dans l'optique de régler ces problèmes de souveraineté.

3. Le programme nucléaire et balistique nord-coréen

L'une des plus grandes menaces sécuritaires pour le Japon est le développement du programme de missiles nucléaires et balistiques nord-coréen.

Alors qu'à la suite du sommet de Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un, ce dernier s'était engagé à travailler à la dénucléarisation du pays, les tirs de missiles par la Corée du Nord vers la mer du Japon se multiplient. Le dernier en date, un tir de deux missiles de courte portée effectué le 20 mars 2020[13], a été dénoncé par le Comité des chefs d'état-major interarmées coréen. Le Japon, contrairement à d'autres puissances, tend à considérer la Corée du Nord comme un acteur rationnel. Ainsi, à la suite de la déclaration du Comité nord-coréen pour la paix en Asie-Pacifique selon laquelle « les quatre îles de l'archipel doivent être coulées par [la] bombe nucléaire [nord-coréenne] »[14], les patrouilles en mer ont été renforcées alors que le secrétaire général du cabinet japonais Yoshihida Suga qualifiait cette déclaration de « pure provocation ». Des insultes ont même été prononcées par un représentant du Ministère des Affaires étrangères nord-coréen contre Shinzo Abe en 2019, le qualifiant d'« homme le plus stupide de l'Histoire »[15] avant de menacer d'envoyer de nouveaux missiles. Toutefois, tout cela semble faire partie d'une stratégie de la Corée du Nord visant à affaiblir l'alliance nippo-américaine. En effet, Donald Trump a déclaré ne s'inquiéter en aucun cas de ces tirs, contrairement aux Japonais qui en ont fait leur principale préoccupation.

Le Livre Blanc de la Défense 2019 décrit bien les évolutions militaires de la Corée du Nord, laquelle pose une menace grave et imminente au Japon et à la stabilité régionale. Les moyens dont disposent les Japonais ne leur permettent pas d'agir unilatéralement[16]. Pour y faire face, une forte coopération avec les Américains et les Sud-Coréens est indispensable. Ainsi, des exercices conjoints avec la République de Corée et les États-Unis ont été menés au cours de l'année 2017, à la suite du lancement par la Corée du Nord d'un engin balistique

[13] SEOK-MIN OH, Consulté le 26 mars 2020. URL : (4th LD) N. Korea fires two short-range ballistic missiles into East Sea: JCS», *Yonhap News Agency,* 21 mars 2020.
[14] A. CHERIF, « La Corée du Nord menace de « couler le Japon », *La Tribune*. Consulté le 28 mars 2020. URL : https://www.latribune.fr/economie/international/la-coree-du-nord-menace-de-couler-le-japon-750345.html, 14 octobre 2017.
[15] AGENCE FRANCE PRESSE, « La Corée du Nord qualifie Abe d'« homme le plus stupide de l'Histoire ». Consulté le 27 mars 2020.
[16] Article 9 de la Constitution, 3 novembre 1946.

intercontinental, le Hwasong-15, capable d'atteindre les États-Unis. Les bâtiments de guerre Aegis[17] de chaque pays ont simulé la détection et l'interception des missiles nord-coréens durant ces exercices triparties. Le porte-hélicoptères Ise et trois porte-avions américains ont aussi pris part à un exercice conjoint en novembre 2017.

Toutefois, ces exercices sont aujourd'hui moins fréquents. En juin 2018, lors du dialogue de Shangri La[18], le Ministre de la Défense japonais Itsunori Onodera s'est inquiété de la suspension des exercices militaires conjoints avec la République de Corée. Le Japon a donc demandé à l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) de se tenir prête à mener une inspection des installations nucléaires nord-coréennes, si la Corée du Nord l'accepte suite à son engagement à la dénucléarisation. Néanmoins, cela semble aujourd'hui peu probable. Contrairement aux assurances nord-coréennes concernant la dénucléarisation de la péninsule de Corée, données suite aux sommets entre la Corée du Nord et les États-Unis en juin 2018 et à Hanoi en février 2019, l'IAEA a signalé que le développement du programme nucléaire nord-coréen se poursuivait. Shinzo Abe considère la nucléarisation de la Corée du Nord comme la plus importante menace contre le Japon depuis la Seconde Guerre mondiale. Il demande en conséquence à la communauté internationale d'augmenter la pression sur la Corée du Nord.

B. Une militarisation du pays

Le 03 mai 2017, lors de la journée commémorative de la Constitution[19], Shinzo Abe a déclaré vouloir parvenir à une révision de la Constitution d'ici 2020. Il a réaffirmé cette ambition suite à sa réélection à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD) et du gouvernement[20] en septembre 2018. L'objectif de cette modification est clair : permettre aux Forces d'auto-défense d'évoluer dans un cadre législatif et réglementaire plus souple afin de pouvoir faire face à l'environnement stratégique menaçant du Japon.

[17] Bâtiments avec un système de combat AEGIS : système de défense anti-missiles balistiques.
[18] Sommet sur la défense des pays d'Asie organisé par l'International Institute for Strategic Studies.
[19] Constitution rédigée en 1947 par les Alliés américains.
[20] Le Japon est un régime parlementaire. Le Premier ministre est élu par les députés. Le PLD étant le parti majoritaire et Shinzo Abe le président du parti, il est de fait Premier ministre.

1. Une nouvelle politique de défense élargissant les capacités d'action des forces d'auto-défense et le « pacifisme proactif »

La révision de la Constitution ne peut aboutir qu'avec l'accord des deux tiers du Parlement et doit être soumise à un référendum. Le PLD n'a encore jamais atteint cette proportion malgré sa position majoritaire dans les deux Chambres. En attendant, justifié par les menaces régionales croissantes, Shinzo Abe a décidé de réinterpréter l'article 9[21] de la Constitution afin d'offrir plus de liberté aux Forces d'auto-défense et d'élaborer une véritable politique de défense. Le gouvernement a pris des mesures permettant de codifier l'évolution militaire du pays. Tout d'abord en adoptant en 2013 une stratégie de sécurité nationale (NSS) prônant un pacifisme proactif (*sekkyokuteki heiwashugi*), puis avec les lois de sécurité de 2015. Le rôle du Premier ministre et de son cabinet de défense se trouve renforcé et Shinzo Abe fait de l' « Agence de Défense » un véritable Ministère de la Défense. La révision de la Constitution serait la conclusion de ce processus.

La NSS découle de la création du Conseil de sécurité nationale (NSC) et assure que le Japon contribue de manière proactive à la paix et à la stabilité de la communauté internationale tout en assurant sa propre sécurité dans la région Asie-Pacifique. Cette perspective est résumée dans l'expression de « pacifisme proactif ». Elle est centrée sur la diplomatie et les politiques de défense. Un Comité consultatif sur la sécurité nationale et la défense a été créé et est responsable des Lignes directrices du programme de défense (NDPG). Les Forces d'autodéfense sont qualifiées de « Force de défense interarmées dynamiques ». Adopter une position proactive sur la scène internationale est un tournant dans la politique de défense japonaise. En effet, depuis la Seconde Guerre mondiale, le Japon suivait un principe de pacifisme passif combiné à un désarmement. Aujourd'hui, la communauté internationale lui accorde sa confiance et attend qu'il agisse activement dans les situations de conflits mondiaux. Les seules oppositions rencontrées ont été celles de la Chine et de la Corée du Nord.

L'article 9 de la Constitution implique de nombreuses restrictions résultant en une capacité militaire limitée. Le budget de la défense ne peut ainsi excéder 1% du PIB et l'interdiction de disposer d'armes « offensives »[22] est implicite. En dépit de cela, le budget de la défense japonais n'a cessé d'augmenter depuis l'arrivée de Shinzo Abe à la tête du gouvernement. Pour l'année fiscale 2020, le budget de la défense est

[21] « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. », *Constitution* du 3 mai 1947.
[22] Chasseurs bombardiers, porte-avions, missiles balistiques.

de 53 milliards de yens[23], ce qui reste inférieur à la barre de 1% du PIB mais place le Japon en 5ème position mondiale selon le site Global Firepower.

En 2014, la nouvelle interprétation du droit à l'autodéfense a permis d'y inclure la défense des alliés (droit à la défense collective). Toute intervention militaire doit être justifiée par une attaque d'un pays tiers présentant un danger imminent au Japon ou menaçant les droits constitutionnels des citoyens japonais, si aucun autre moyen ne peut être mis en œuvre. L'usage de la force doit impérativement être minimal. En 2015, l'adoption de 10 lois sur la défense et la sécurité parachève la mise en œuvre de la politique de défense d'Abe. La Chine et la Corée du Sud étaient à l'époque très opposés à ces modifications, qui entrainaient un changement dans les équilibres d'après-guerre. Ces lois ont libéralisé les règles d'exportation des matériels technologiques de défense, ce qui permet au Japon de devenir un acteur majeur dans le secteur de l'armement. Le 1er avril 2014, les restrictions d'exportation d'armes ont été levées, tout en restant limitées à des cas ne mettant pas en péril la paix et la sécurité mondiale. Elles sont en outre très contrôlées par le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI), le Ministère de la Défense et le NSC. Abe cherche ainsi à renforcer et moderniser son industrie de l'armement, tout en facilitant la participation du Japon à des programmes conjoints dans ce domaine. Avoir une position importante sur le marché de l'armement, en s'appuyant sur des partenariats stratégiques, lui permettrait d'équilibrer la situation asiatique face à la montée en puissance de la défense chinoise. Le concept d' « Indo-Pacifique libre et ouvert » est un moyen pour le Japon de coopérer avec l'Inde et d'autres pays d'Asie du Sud-Est en matière de sécurité maritime et de contrebalancer les « Nouvelles routes de la soie » de la Chine. Le dialogue politico-militaire se trouve renforcé et les transferts de technologie sont plus nombreux. De plus, les Forces d'auto-défenses peuvent maintenant, grâce à la « Loi pour le soutien à la paix internationale » (平和安全法制, *Heiwa Anzen Hōsei*), apporter un soutien logistique et participer à des activités dans le cadre d'une résolution de l'ONU en temps de paix. Elles ont donc acquis une visibilité accrue sur la scène internationale et facilitent la conclusion de nouvelles alliances et le renforcement du poids du Japon en Asie.

2. *Une nouvelle stratégie pour agir dans les « zones grises »*

Les évolutions dans la politique de défense japonaise sont le résultat d'un accroissement constant des rivalités stratégiques régionales, en

[23] Japan Ministry of Defense, « Defense Programs and Budget of Japan, Overview of JFY2020 Budget ». Consulté le 1 avril 2020. URL : https://www.mod.go.jp/e/d_act/d_budget/pdf/200330a.pdf.

particulier avec la Chine. Le Livre Blanc sur la Défense 2019 introduit un nouveau terme, celui de « zones grises ». Elles sont qualifiées comme un espace où la dichotomie entre un temps de paix et de guerre n'existe pas. Le terme de guerre « hybride »[24] a même été utilisé pour qualifier cette méthode d'altération du *statu quo* qui gomme les frontières entre les moyens militaires et civils. La Chine s'en tient à une stratégie de « tranchage de salami »[25] pour modifier le *statu quo* concernant les délimitations des zones économiques exclusives et de la souveraineté en mer de Chine. Il s'agit d'une stratégie de progression par petites étapes qui, cumulées, servent les intérêts stratégiques de la Chine. Pour y faire face, le Japon a donc choisi d'accentuer la protection de ses îles lointaines en déployant des Forces d'autodéfense ainsi que des moyens amphibies, et en cherchant à former une armée multifonctionnelle. La NDPG 2013 a redéfini les zones grises et indiqué que les Forces d'autodéfense y renforceraient leurs activités et entrainements militaires. Ces directives ont ainsi permis aux Forces d'autodéfense de passer d'un concept de « force minimale » à celui de « dissuasion dynamique ». Les patrouilles dans la zone aérienne des Senkaku ont par exemple été renforcées et des systèmes de surveillance et de collecte de renseignement ont été mis en place.

Le Japon cherche également à surveiller les déplacements des navires nord-coréens. En effet, entre 2018 et juin 2019, 20 signalements de navires nord-coréens suspectés de transferts d'hydrocarbures avec des bateaux de nationalité inconnue ont été rapportés au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ces transferts iraient à l'encontre de la résolution des Nations unies visant à sanctionner la Corée du Nord. Dans ce but, des systèmes de surveillance satellite ont été mis en place et des navires Aegis ont été déployés. En mars 2020, un nouveau destroyer équipé de ce même système Aegis a également été acquis par les Forces d'autodéfense maritimes, permettant au Japon d'atteindre son objectif de 8 vaisseaux Aegis prévu par le NDPG de décembre 2013. En 2020, le Ministère de la Défense a décidé la mise en place de bases équipées de systèmes de défense antimissile Aegis Ashore sur le modèle américain, afin de faire face aux menaces de missiles balistiques nord-coréens[26]. De plus, l'Aki, premier navire de surveillance à être mis à la mer depuis 30 ans, devrait être déployé d'ici 2021.

Ainsi, la NDPG 2018 fait bien état d'un renforcement des capacités des Forces d'autodéfense, mais cela n'implique pas que la puissance des forces japonaises soit ou deviendrait équivalente à celle de ses pays voisins. Pour pallier ce déficit, les opérations inter-domaines sont plus

[24] *Defense of Japan 2019.*

[25] B. CHELLANEY, « China's salami-slice strategy ». Consulté le 2 avril 2020. URL : https://www.japantimes.co.jp/opinion/2013/07/25/commentary/world-commentary/chinas-salami-slice-strategy/#.XomnsS3pOL8*, thejapantimes, 25 juillet 2013.*

[26] A. PANDA, « Japanese Defense Minister Tours Aegis Ashore Test Site in Hawaii ». Consulté le 3 avril 2020. URL : https://thediplomat.com/2020/01/japanese-defense-minister-tours-aegis-ashore-test-site-in-hawaii/, *The Diplomat*, 15 janvier 2020.

fréquentes et la coopération entre les différentes Forces d'autodéfense est renforcée.

II. Une présence diplomatique plus dynamique

Dans le cadre de la politique de « pacifisme proactif » prônée par Shinzo Abe, la diplomatie joue un très grand rôle dans l'affirmation de la puissance japonaise et la stabilisation de l'environnement en Asie. Son discours devant la Diète (parlement japonais) en janvier 2020 a affirmé que cette année serait cruciale pour établir une nouvelle ère dans la diplomatie japonaise. Il est le premier ministre japonais ayant effectué le plus de visites officielles à l'étranger afin de consolider et nouer des alliances dans divers domaines. La consolidation de l'influence japonaise à l'étranger est ainsi d'une importance majeure pour la politique étrangère de Shinzo Abe. Ceci est plus particulièrement significatif en Asie où il souhaite asseoir la puissance de son pays contre celle de la Chine, mais aussi afin de tempérer les menaces auxquelles le Japon fait face.

A. Une synergie apparente avec la Chine de Xi Jinping

Les relations sino-japonaises sont des plus importantes pour le Japon. En effet, la Chine pèse énormément dans l'équilibre régional et une coopération entre les deux puissances est bénéfique pour les deux parties.

Ainsi, le 40ème anniversaire du Traité de paix et d'amitié entre le Japon et la Chine en 2018 a permis de relancer les relations entre les deux pays. Une-véritable synergie s'est par la suite développée avec la Chine. En mai 2018, pour la première fois depuis 8 ans, un premier ministre chinois s'est rendu en visite officielle au Japon pour un sommet bilatéral et Shinzo Abe s'est ensuite rendu en Chine en octobre de la même année. Cette visite a marqué une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Selon Shinzo Abe, la Chine et le Japon sont responsables de la paix et la stabilité en Asie de l'Est et se doivent de coopérer. Sur le plan stratégique, une réunion entre les deux ministres de la Défense a été organisée pour la première fois en trois ans. Elle a permis l'établissement, entre les deux autorités de défense, d'une ligne téléphonique directe afin de prévenir toute escalade maritime ou aérienne en mer de Chine orientale[27]. De plus, malgré les différends sur la délimitation des zones économiques exclusives dans cette même

[27] Defense of Japan 2019, URL: https://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/pdf/2019/DOJ2019_Full.pdf.

zone, l'exploitation en commun des ressources en hydrocarbures a été discutée à la suite de la rencontre des deux dirigeants. Toutefois, aucune suite n'a encore été donnée. La dernière visite entre les deux hommes date de décembre 2019. Lors de cette rencontre, il a été décidé qu'une meilleure coordination était préférable à la concurrence. Par ailleurs, il a été conclu que la Chine et le Japon ne devaient en aucun cas constituer une menace l'un envers l'autre. Le Japon approuve l'initiative de la « nouvelle route de la soie » tandis que la Chine encourage le Japon à s'y associer. Tous deux ont réaffirmé la protection du système de libre-échange et l'intégration régionale.

Le Japon et la Chine ont donc une relation ambiguë. Des tensions territoriales et historiques existent mais ils sont des partenaires économiques et diplomatiques mutuellement indispensables. Shinzo Abe a ainsi réussi à relancer les relations sino-japonaises de manière significative.

B. Des relations avec la République de Corée de plus en plus complexes

Shinzo Abe a qualifié la République de Corée de « voisin très important » lors de son discours devant la Diète en janvier 2020. Toutefois, les relations nippo-coréennes restent tendues. Le Japon a souligné leurs valeurs fondamentales ainsi que leurs intérêts stratégiques communs. Malgré cela, le poids historique de la question des femmes de réconfort et des travailleurs forcés reste un grand frein à l'amélioration des relations entre les deux pays. La question des femmes de réconfort a été officiellement résolue en 2015 quand le Japon a versé 1 milliard de yens aux femmes coréennes concernées. Toutefois, le refus de toute responsabilité juridique de la part du Japon fait l'objet de critiques du président Moon Jae-In. Aujourd'hui, les réclamations des travailleurs forcés coréens sous l'occupation japonaise se sont ajoutées à ces tensions. Alors que Shinzo Abe estime le différend réglé en 1956 par un traité d'aide est d'emprunt en faveur de la Corée du Sud, Moon Jae-In estime que ce n'est pas le cas. Il refuse cependant de porter le contentieux devant les instances internationales. En conséquence, le Japon a décidé, en juillet 2019, de restreindre l'exportation à la Corée du Sud de certains composants électroniques puis l'a rayée de sa liste « blanche » de partenaires favorisés. Une guerre commerciale a donc été déclarée, trouvant son origine dans les tensions historiques entre les deux pays. Lors du dernier sommet trilatéral entre la Corée du Sud, la Chine et le Japon, les relations entre les deux pays semblent s'être améliorées. Tokyo a assoupli les restrictions d'exportation mais le gouvernement sud-coréen a fait part de sa décision de quitter l'Accord de sécurité générale d'informations militaires avec le Japon. Cette décision a toutefois été annulée et la participation de la Corée du Sud à

cette coopération indispensable a pu être préservée. Conclu en 2016, cet accord permet aux deux pays de partager des informations sensibles, et est particulièrement important pour faire face au programme nucléaire nord-coréen et à ses tirs de missiles.

Les relations nippo-coréennes sont actuellement freinées par de nombreux contentieux historiques encore non-résolus. Elles tendent à s'améliorer mais les efforts de rapprochement sont davantage le fait de la partie japonaise que sud-coréenne.

C. Sortir de la marginalisation dans la question nord-coréenne

Au début de l'année 2020, Shinzo Abe a exprimé son intention, sans condition préalable, de rencontrer Kim Jong-un afin de régler la question des ressortissants japonais kidnappés. Il s'agit de l'une des préoccupations japonaises majeures dans le dossier nord-coréen. En effet, la question de la dénucléarisation est soutenue par tous les principaux acteurs concernés (Chine, Corée du Sud et États-Unis), mais ce n'est pas le cas pour celle des enlèvements de ressortissants japonais par la Corée du Nord. Des discussions ont eu lieu à Stockholm en 2014 et cette dernière a déclaré ouvrir une enquête pour tous les cas d'enlèvements. Toutefois, les enquêtes ont cessé suite à l'essai nucléaire nord-coréen en 2016 et la décision du Japon de poursuivre des enquêtes indépendantes de celles de la Corée du Nord. Lors d'une réception au cours des Jeux Olympiques d'hiver en 2018, Shinzo Abe a réaffirmé au représentant nord-coréen la ferme intention du Japon de résoudre ce problème. Ainsi, par une manœuvre détournée, le Japon n'a pas pris part à l'élaboration d'une résolution commune condamnant les abus des droits de l'Homme de la Corée du Nord auprès des Nations unies. Le chef de cabinet Yoshihide Suga a déclaré avoir pris cette décision après avoir examiné les éventuelles répercussions que cela aurait pu avoir dans ce dossier.

Le Japon souhaite également être associé plus étroitement à la question de la dénucléarisation de la Corée du Nord. Si celle-ci semble avoir récemment amélioré ses relations avec les États-Unis en multipliant les rencontres entre chefs d'État à Singapour et au Vietnam, le Japon demeure au contraire un ennemi majeur et fait l'objet de nombreuses critiques de la part du régime nord-coréen. Une crainte du gouvernement japonais est l'établissement d'un accord bilatéral entre la Corée du Nord et les États-Unis qui l'exclurait et modifierait les équilibres régionaux en faveur de la Chine. Abe a ainsi mené les discussions concernant la situation nucléaire de la Corée du Nord lors du dernier G7 et a appelé à une coopération plus importante pour parvenir à son démantèlement.

D. Territoires du Nord : un dialogue renforcé avec la Russie

Depuis le début de son mandat, Abe cherche à améliorer les relations russo-japonaises. Il a pour ambition de conclure un traité de paix mettant fin au conflit russo-japonais datant de la Seconde Guerre mondiale. Cela implique la résolution de la question des Territoires du Nord, annexés par la Russie suite à cette guerre. Suite à leur rencontre en novembre 2018, Poutine et Abe sont parvenus à un accord selon lequel deux des quatre îles seraient rendues au Japon en cas de signature d'un traité de paix. Il s'agit d'une très importante concession de la part de Shinzo Abe car le transfert de souveraineté ne serait pas automatique. Il s'agirait d'un processus similaire à celui envisagé en 1998 lors du sommet de Kawana qui proposait de modifier la frontière japonaise pour inclure les quatre îles tandis que la Russie continuerait à les administrer pendant un temps indéterminé. Dix ans plus tard, ces nouvelles discussions entérinent une position en retrait et une faiblesse du Japon. Toutefois, il s'agit également d'un moyen d'assurer la stabilité de la région. L'éventualité d'une alliance entre la Chine et la Russie pourrait, en effet, mettre le Japon dans une situation périlleuse. Une entente cordiale entre les puissances russe et japonaise est indispensable au pays du Soleil-levant, peu importe l'évolution de la question des Territoires du Nord. Ainsi, la mention de l'appartenance des îles Kouriles au Japon a été retirée du Livre Bleu 2019 de la diplomatie du Japon.

L'activisme diplomatique de Shinzo Abe est donc bien plus important que celui de ses prédécesseurs. Il souhaite maintenir la stabilité de la région grâce à ses nombreuses visites officielles et renforcer l'influence et la position du Japon sur la scène internationale.

III. Une politique d'influence économique globale

Le Livre Bleu Diplomatique 2019 fait de la diplomatie économique l'un des six principes de la diplomatie japonaise. Il s'agit du levier le plus important du *soft power* japonais.

A. Une implication accrue dans les accords économiques et commerciaux

Le Japon s'est fait le défenseur du système de libre-échange. Il a accueilli pour la première fois en juin 2019 le sommet du G20 à Osaka et est très présent dans les débats à ce sujet dans les organisations internationales (OMC, APEC, OCDE). Il est à l'initiative d'un accord

qui engloberait tous ceux des membres de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) et de leurs partenaires : le Régional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). Il s'agit d'un accord économique visant à élargir et renforcer la participation de chaque membre dans le développement économique de la région avec des tarifs douaniers préférentiels. Cet accord est toujours en cours de négociation. Un Accord de libre-échange entre la Chine, le Japon et la Corée (FTA) est également en discussion. Son aboutissement aurait un impact majeur puisque les trois nations représentent 24% des échanges mondiaux pour un montant de 720 milliards de dollars en 2018[28]. L'*ASEAN-JAPAN Comprehensive Economic Partnership* (AJCEP), entré en vigueur en 2008 et modifié en 2019 est le premier accord de partenariat économique multilatéral du Japon. Afin d'améliorer ses relations en Asie, le pays a aussi accueilli la première Conférence ministérielle du programme régional d'Asie du Sud-Est en mars 2018, démontrant l'ambition japonaise de promouvoir la coopération au sein de l'ASEAN. De plus, dans le cadre de sa stratégie d'« Indo-Pacifique libre et ouvert », il est très investi dans la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) qui correspond à 50% des échanges mondiaux et 60% du PIB mondial.

B. Une présence économique à l'étranger

En 2019, le Japon était le premier pourvoyeur d'investissements directs à l'étranger (IDE) pour un montant de 137 milliards de dollars. L'Aide publique au développement japonais est majoritairement destinée aux pays asiatiques. La stratégie d'« Indo-Pacifique libre et ouvert » est une forme de cet APD. Des infrastructures sont construites dans les pays concernés et des prêts accordés. Les partenariats public-privés sont promus par le Ministère des Affaires étrangères depuis 2015. En 2015, 71 129 entreprises japonaises se sont implantées à l'étranger. Le gouvernement japonais les soutient fortement par des campagnes de relations publiques mais aussi en faisant du lobbying auprès des pays concernés. Dans le cadre de sa « stratégie de croissance », le Japon s'est donné pour but d'exporter des infrastructures pour une valeur totale de 30 000 milliards de yens d'ici 2020. Une réunion ministérielle sur la stratégie pour l'exportation des infrastructures et de la coopération économique fut créée en 2013. Les prêts, les objectifs et les stratégies de communication spécifiques aux pays concernés y sont discutés.

Le Japon est ainsi un acteur majeur dans l'économie asiatique et cherche à étendre les zones de libre-échange autant que possible en

[28] E. ALBERT, « China, South Korea, and Japan make nice in Chengdu ». Consulté le 5 avril 2020. URL : https://thediplomat.com/2019/12/china-south-korea-and-japan-make-nice-in-chengdu/, *The Diplomat,* 28 décembre 2019.

multipliant les accords économiques. La diplomatie économique est donc un levier majeur du *soft power* japonais.

Conclusion

La politique extérieure de Shinzo Abe marque un véritable tournant dans la diplomatie japonaise d'après-guerre. Le Japon est passé d'une puissance en retrait à une puissance de premier rang dans le domaine militaire. Cela résulte d'une augmentation des menaces dans l'environnement est-asiatique, notamment à travers les revendications territoriales chinoises sur les îles Senkaku, mais également par la multiplication des essais et tirs balistiques nord-coréens. Une véritable politique de défense japonaise fut élaborée, permettant d'élargir les modalités d'action des Forces d'auto-défense, mais une révision constitutionnelle reste encore peu probable. Shinzo Abe a contribué au développement d'une forte influence du Japon en Asie en multipliant les visites officielles en Chine et en République de Corée. Il cherche également à s'assurer le soutien de la Russie, en prévision d'une possible confrontation et d'une concurrence accrue avec la Chine. Ainsi, endiguer l'influence croissante de l'Empire du Milieu est un axe majeur de la politique extérieure nippone. La stratégie d'« Indo-Pacifique libre et ouvert » rassemble toutes ces ambitions. Au niveau économique, le Japon est au cœur de la majorité des accords asiatiques et promeut fortement le libre-échange. Le Japon et la Chine entretiennent une relation mutuellement bénéfique en séparant totalement les contentieux territoriaux des autres domaines. En ce qui concerne la République de Corée, compte tenu du poids du passé récent, les relations demeurent extrêmement difficiles. Les tensions historiques restent très marquées et empêchent un apaisement total en Asie de l'Est, mais le Japon est aujourd'hui une puissance de premier plan dans cette région.